



Ces universitaires qui résistent au marché du travail

OPINION Rudolf H. Strahm, titulaire d'un CFC de laborantin, enrichi d'une formation de chimiste puis d'économiste, ex-Monsieur Prix, Dr honoris causa de l'Université de Berne, ex-conseiller national PS, publie chez Slatkine 200 pages d'un livre intitulé: *Le mirage des longues études. Pourquoi tout le monde ne doit pas aller à l'université et en quoi l'apprentissage est bénéfique.*

Les pays qui forment des apprentis triomphent

Il y fait l'apologie de l'apprentissage, moults arguments à l'appui. Les cinq pays européens (Suisse, Allemagne, Autriche, Pays-Bas et Danemark) qui connaissent la formation professionnelle ont un taux moyen de jeunes chômeurs de 9%. Les 28 autres pays, de 23%. De plus, les pays bénéficiant d'un système de formation duale ont des secteurs industriels démontrant les processus de production les plus performants. Disposant de nombreux spécialistes ayant suivi une formation en entreprise, ils sont souvent mieux à même de transposer dans la pratique les innovations techniques.

L'exemple de la Suisse

C'est le cas de la Suisse: capable d'inventer, mais aussi de fabriquer, disposant de savoir et de savoir-faire, elle arrive malgré des salaires élevés – à maintenir une structure industrielle forte. A l'inverse, la France, piégée par une «académisation» excessive des formations et une «dépréciation des aptitudes artisanales et pratiques» sombre dans la désindustrialisation et se trouve la proie de toutes les délocalisations. Enfin, aux yeux de Strahm, pour de nombreux jeunes, une formation professionnelle est une libération des contraintes scolaires: l'apprentissage formate un humain complet («tête bien faite, mains habiles»), stabilise les personnalités («je visse, donc j'existe»). L'apprentissage

inculque une culture du travail et de l'entreprise, introduit au jargon du métier, est un vecteur d'intégration sociale et économique.

Ces néfastes universitaires

Malgré toutes ses vertus, la formation professionnelle est peu soutenue, surtout en Suisse romande. Par les parents tout d'abord, qui rêvent de trajectoire universitaire pour leurs rejetons. Par les économistes universitaires ensuite: «Ce qu'ils ne connaissent pas ne peut faire l'objet de leurs études» et est

Les hautes écoles sont encombrées d'étudiants dans des branches éloignées des besoins du marché du travail

ignoré par leurs modèles économétriques. Par les politiciens enfin, Strahm n'hésitant pas à affirmer «avoir l'impression que les trois quarts des parlementaires fédéraux n'ont qu'une idée vague de ce que sont les apprentissages et les formations supérieures»!

Le Dr honoris causa passe aussi au scanner les formations supérieures, distribuant bonnes et mauvaises notes. Il loue les passerelles mises en place entre les différentes filières de formation. Il vante les formations HES, très appréciées par les entreprises, avertissant au passage qu'elles risquent de perdre leur identité première à force d'aspirer à un statut universitaire.

Pourquoi le système de Bologne est une calamité

Il tire à boulets rouges (quoi de plus normal pour un socialiste!) sur le système de Bologne, dont les trois objectifs – faciliter la mobilité, la capacité concurrentielle au niveau international et l'insertion sur le marché du travail – ne sont pas atteints. Pour Strahm, Bologne trans-



Le Temps / Sortir
1002 Lausanne
021 331 78 00
www.letemps.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 36'802
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 844.003
N° d'abonnement: 844003
Page: 11
Surface: 50'505 mm²

forme les étudiants en comptables, les poussant à gérer leur savoir sur le principe «amasser, restituer, oublier». Bologne métamorphose les professeurs en machine à publier («publish or perish»), faisant passer au second plan leurs compétences pédagogiques et leurs aptitudes à soutenir les étudiants.

Les branches universitaires décoratives

Autre critique de l'expert, les hautes écoles sont encombrées d'étudiants dans des branches éloignées des besoins du marché du travail. Les universités suisses comptent par an 9400 psychologues et dans des branches que les «méchantes langues qualifient de décoratives» (sciences humaines et sociales), 44000 étudiants, dont les deux tiers sont des étudiantes.

Pour Strahm, ces déséquilibres ont des effets pervers, car ils alimentent la bureaucratisation des conseils de direction des entreprises, galvanise une administration en circuit fermé dans les services publics, les organisations internationales et les multinationales, tout ceci au détriment des branches techniques et scientifiques.

En articulant en fin d'ouvrage des voies d'amélioration, Strahm se montre interventionniste, voire étatiste (ou faut-il dire socialiste?). A ses yeux, le système suisse de formation n'est pas loin d'être un modèle, mais il est néanmoins victime de trop de laisser-faire. La Confédération et les commissions ad hoc devraient édicter des principes et des règles concrètes pour que les hautes écoles tiennent mieux compte des secteurs économiques en

manque de main-d'œuvre. Les entreprises employant de nombreux étrangers devraient être contraintes à former des apprentis.

La formation ne doit pas être qu'au service d'une élite

Au total, le livre de Rudolf Strahm a l'immense mérite de mettre le doigt sur un fait trivial, mais souvent oublié: la formation doit bénéficier au plus grand nombre, elle doit être au service de la société et du marché du travail et non au service d'une élite.

C'est en assurant une formation pour tous que l'on peut lutter contre la précarité, limiter les *working poor*, intégrer les populations migrantes, garantir les équilibres sociaux et politiques, consolider les changements structurels, les performances industrielles et donc, in fine, la sécurité salariale et sociale, le bien-être et le vivre-ensemble. Il rappelle que l'intelligence pratique est fondamentale et qu'elle doit être développée via une formation professionnelle de qualité. Strahm souligne ainsi haut et fort que la formation est un outil qui doit être démocratique, et non un gadget laissé aux seules mains d'une élite bobo-intello planant au-dessus des réalités économiques et négligeant les besoins du plus grand nombre. Lecture recommandée pour tous les enseignants, décideurs économiques et politiques. ■



ROGER PICCAND ANCIEN CHEF
DU SERVICE DE L'EMPLOI DU
CANTON DE VAUD